

PRESIDENCE DU FASO



CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales

172, Rue 15.989, 01 BP 1919 Ouagadougou 01 Burkina Faso

Téléphone : 25374355/78/79 – Fax : 25374397 –

courrier@capes.bf – www.capes.bf

RAPPORT DE LA CONFERENCE PUBLIQUE

THEME : « les défis de l'entrée en vigueur de la monnaie unique de la CEDEAO, l'ECO, pour l'économie du Burkina Faso ».

Décembre 2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
1. LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA CONFERENCE.....	3
2. ANIMATION DE LA CONFERENCE	4
3. QUESTIONS-REPONSES.....	8
CONCLUSION.....	9

Introduction

Le vendredi 29 novembre 2019, de 09h à 12h20 s'est déroulée, à l'initiative du Centre d'analyse des politiques économiques et sociales (CAPES), une conférence publique sur le thème : « les défis de l'entrée en vigueur de la monnaie unique de la CEDEAO, l'ECO, pour l'économie du Burkina Faso.

L'évènement s'est déroulé dans la salle de conférence de la Direction générale de la coopération (DGCOOP).

La tenue de cette conférence entre dans le cadre de la mise en œuvre des activités annuelles du Centre en liaison avec ses missions en particulier celui de veille stratégique et d'analyse prospective à l'effet d'éclairer l'opinion publique et les décisions des gouvernants.

Eu égard à l'importance du sujet pour les populations et pour donner une résonance particulière à l'évènement, le CAPES a pris toutes les initiatives notamment au plan communicationnel pour faire une large diffusion de l'information (spot télé, réseaux sociaux, lettre d'invitation adressée aux institutions) puisqu'il s'agit de débattre d'une question qui concerne l'ensemble de la population.

Ainsi, cent-vingt-cinq (125) personnes ont pris part à la conférence parmi lesquels des personnalités tels que le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID), le Secrétaire Permanent du PNDES, les représentants du Patronat, de la Chambre de Commerce, du Centre de Gestion Agréé. Bref, des participants venus des Ministères, de la Banque Centrale, des Banques de la place, de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers, des institutions de la république, de la société civile, de la Chambre de commerce, auquel il faut ajouter les hommes d'affaires, les universitaires, les étudiants et le grand public.

Le présent rapport qui a pour objet de faire le bilan de la conférence s'articule autour des points suivants : (i) cérémonie d'ouverture, (ii) déroulement de la conférence, (iii) questions-réponses.

1. La cérémonie d'ouverture de la conférence

La cérémonie d'ouverture de la conférence a été marquée par l'allocution du Directeur Exécutif du CAPES, **Professeur Pato Daniel KABORE**. Dans son intervention, il a situé

l'enjeux de la conférence en rappelant que celle-ci s'inscrit pleinement dans les missions du Centre.

Analysant le contexte et l'environnement interne et externe, il a indiqué que deux sujets majeurs occupent les débats au niveau de la population. En premier lieu, la question sécuritaire et en second lieu, la question de la future monnaie unique de CEDEAO. Cette question étant technique et dont la compréhension n'est pas à la portée de tous, mérite dira-t-il, qu'elle soit expliquée aux populations par des personnes expertes des questions monétaires parce que les populations sont les premiers à être concerné par cette monnaie en tant qu'utilisateur.

Et pour animer cette conférence, le Directeur du CAPES expliquera que le choix opéré par le Centre a été celui de mettre sur un même plateau un théoricien et un praticien. A cet égard, le Prof. Mahamadou DIARRA, enseignant-chercheur, agrégé des facultés de sciences économique et Conseiller spécial du Premier Ministre, Monsieur Alain Roger COEFE, homme d'affaires - bien connu des milieux d'affaires burkinabè puisqu'il est Président d'honneur du patronat - et plusieurs fois ministre burkinabè pendant la période révolutionnaire ont été mobilisés.

Après leur présentation, il les a remerciés vivement d'avoir accepté accompagner le Centre dans cette activité sans oublié les participants qui ont répondu présent à l'invitation par leur grand nombre.

A l'issue de l'allocution d'ouverture, le Directeur Exécutif du CAPES, accompagné des deux conférenciers, se sont prêtés aux questions des journalistes de la presse audiovisuelle et de la presse écrite, venus pour assurer la couverture médiatique de l'évènement.

2. Animation de la conférence

Le premier à prendre la parole est le Prof. Mahamadou Diarra. A l'entame de son intervention, il a rappelé que conformément aux termes de références à lui soumis, il focalisera sa communication sur les considérations théoriques pour la réussite de la monnaie unique et les effets théoriques attendues d'une monnaie unique dans l'espace CEDEAO. Pour ce faire, il a articulé son intervention autour de 4 points essentiels : (i) concepts et fondements théorique d'une union économique et monétaire, (ii) présentation et historique de la construction de la zone CEDEAO, (iii) enjeux liés à la création de l'ECO pour le Burkina Faso et (iv) les perspectives.

Abordant le premier point, le conférencier a jugé utile d'indiquer que la mise en place d'un projet de monnaie unique passe par la mise en place d'une intégration économique régionale suivant l'approche du marché. A ce propos, il expliquera que l'intégration économique régionale est un processus multidimensionnel qui conduit à des interdépendances économiques entre nations se traduisant par des échanges de biens et services, des échanges de facteurs de productions, une harmonisation voire unification des politiques économiques. Ensuite, définissant l'union monétaire (zone monétaire), il dira qu'il s'agit d'un espace géographique caractérisé par un régime de change flexible dans ses échanges avec le reste du monde et un régime de change fixe entre les pays partis prenantes à la zone monétaire constituée. Il a illustré son propos par les exemples de l'UMOA et la CEMAC et la zone Euro.

Concernant les retombées d'une union monétaire, le conférencier a présenté dans un premier temps les avantages qu'une monnaie unique procure à savoir la baisse de l'incertitude du taux de change, la disparition des coûts de transaction, la réduction de la volatilité liée à la spéculation. A côté des avantages, il n'a pas occulté le fait qu'une union monétaire fait apparaître des coûts notamment l'abandon de l'instrument de change, l'abandon de l'autonomie monétaire. Si les structures économiques sont différentes, cela entraîne des cycles asynchrones et donc des coûts supérieurs aux bénéfices.

Le conférencier a par ailleurs mis en évidence les conditions de réussite d'une union monétaire. A cet égard, il a rappelé les critères traditionnels de la théorie des zones monétaires optimales à savoir (i) la mobilité de la main d'œuvre, plus généralement la mobilité des facteurs de production, (ii) la flexibilité des prix et des salaires, (iii) le développement des échanges intra-zone, (iv) la diversification des économies et finalement le degré de l'intégration financière.

Sur le second point saillant de son intervention, il est revenu sur les principales des étapes de la construction de la zone CEDEAO. Sur ce point, Mr Diarra a passé en revue les principales politiques mise en œuvre et celles restant à réaliser. Relativement à l'entrée en vigueur de l'ECO en 2020, il a indiqué que lors de la 55^{ième} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO tenue le 29 juin 2019 à Abuja, les Autorités ont adopté le modèle de banque centrale fédérale, le régime de change flexible assorti d'un cadre de politique monétaire axé sur le ciblage d'inflation, surtout, les Autorités ont confirmé l'échéance de 2020 pour le lancement de la monnaie ECO.

Le dernier point majeur de l'intervention du Professeur Diarra a porté sur les défis pour le Burkina Faso. Sur ce point, il a souligné qu'au titre des avantages, le Burkina peut bénéficier du rééquilibrage de sa balance des paiements évitant ainsi les déficits extérieurs excessifs grâce aux fluctuations du taux de change. Cependant, il va nuancer son argumentaire en indiquant que la validité de l'avantage présenté supra n'est possible que si les exportations bénéficient d'une compétitivité-prix et que l'élasticité de la demande nationale d'importation est faible. Autrement, la baisse de la valeur de l'ECO pourrait déboucher sur un renchérissement des prix des importations tout en laissant le niveau des exportations inchangés, toutes choses qui pourraient à terme déboucher sur la dollarisation de l'économie.

Pour faire face aux conséquences que pourraient apporter la nouvelle monnaie, le Conférencier dira que le Burkina doit travailler à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur en dopant la production locale pour réduire les importations de biens et services du pays et sensibiliser les populations à consommer les produits locaux. D'autres actions doivent être mise en œuvre notamment une industrialisation du pays basée sur les avantages comparatifs, une amélioration du climat des affaires et des investissements, une discipline budgétaire. Et pour conclure, le professeur Diarra a souligné que le défi majeur porte sur la capacité de la zone, le Burkina y compris, à renforcer son indépendance monétaire qui devra conduire à plus d'indépendance en termes réels. Cette indépendance, dira-t-il, doit avoir pour socle la responsabilité, la discipline, la rigueur et le travail.

Le second intervenant, **Dr Alain Roger COEFE**, a d'entrée de jeu, indiqué que l'intervention de son prédécesseur a bien balisé la question. Pour sa part, il tentera de mettre en évidence les conséquences de l'entrée en vigueur de la monnaie ECO sur l'économie, les affaires, le bien-être des populations.

A cet égard, Dr COEFE a, dans un premier temps, présenté quelques statistiques, caractéristiques de la CEDEAO. Ainsi, il indiquera que selon des estimations de 2017, la population de la communauté s'établit à 340 000 000 habitants (soit le 4^o rang mondial) avec une **superficie** de 5 112 903 km² (soit le 7^o rang mondial), un PIB de US\$ 1 322 milliard de dollars (soit le 18^o rang mondial). Dans un second temps, il a indiqué que

l'objectif de la Communauté, à sa création, était de promouvoir une Union Economique qui sera un espace de progrès et de prospérité pour tous.

Entrant dans le vif du sujet, Dr COEFE, précise que d'une manière générale, l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest doit impacter l'économie des pays membres en termes de croissance économique, de développement humain durable, d'amélioration du climat des affaires, d'industrialisation et in fine de prospérité pour les populations dans leur grande majorité.

En outre, le conférencier a souligné que le processus devrait aboutir, à travers ses effets dynamiques et d'entrainements, à des structures et infrastructures économiques capables de doper le commerce intra-communautaire, l'industrie, l'agriculture, l'énergie, les transports et communications. Pour le conférencier, le processus en cours doit aboutir à une fusion des marchés nationaux dans le but de créer un vaste marché communautaire qui tire parti des économies d'échelle dans le domaine des industries primaires plus particulièrement la transformation des matières premières locales, industries secondaires et tertiaires, toutes créatrices d'emploi.

Après avoir présenté ces aspects, Dr COEFE a posé la question de savoir quelle monnaie unique permettra-t-elle d'apporter les retombées positives pour le développement des économies de la région. Pour lui, il convient de dépasser le FCFA parce que les accords y relatifs sont devenus obsolètes de même que le système de sa gestion. Il préconise des pistes de solution qui portent sur l'arrimage à un panier de monnaie, le change flexible et la maîtrise de l'inflation. Outre le dépassement de la monnaie, il a insisté sur la nécessité de dépasser les « legs » hérités de la colonisation. A ce propos, il préconise la définition de nouveaux espaces de développement qui vont au-delà des frontières actuelles, l'ouverture au monde et briser les barrières linguistiques.

Enfin, il conclut son intervention en mettant l'accent sur l'urgence de développer les transferts sud-sud. Cela passe selon lui, par l'intensification des échanges intra-communautaire, le développement de l'industrialisation par la transformation de nos matières premières en produits finis, réaliser l'autosuffisance alimentaire et énergétique en saisissant les opportunités qu'offrent les énergies renouvelables car la convergence du solaire et du numérique sont une porte d'entrée dans la modernité. Le succès du processus,

indiquera-t-il nécessitera de la discipline, de la rigueur, du professionnalisme et mettre fin à l'insécurité qui est un facteur défavorable.

3. Questions-réponses

La phase des questions-réponses est une étape cruciale d'une conférence. En l'occurrence, cette conférence publique qui traite d'un sujet aussi important que la monnaie a suscité un engouement de la part des participants. Aussi, a-t-on enregistré au total une soixantaine de questions de vingt (20) intervenants, chaque intervenant ayant posé en moyenne 3 questions.

A titre illustratif, ci-dessous et sans être exhaustif, quelques questions posées.

- Quels sont les coûts de la future monnaie unique ?
- Est-ce que l'échéance de 2020 peut raisonnablement être respectée ?
- Comment mener une politique de ciblage d'inflation dans un cadre de politique monétaire flexible ?
- L'avenir du FCFA et la mainmise de la France sur le FCFA ? A quand le rapatriement des réserves de change de l'UMOA ?
- Est-ce que l'intégration monétaire permettra-t-elle de développer les échanges intracommunautaires ?
- D'où vient le nom ECO et pourquoi le FCFA est si bas au change par rapport au taux de change des autres monnaies vis-à-vis de l'euro ?
- Y a-t-il eu des études d'impacts de la future monnaie ?
- Comment se fera le passage du FCFA à l'ECO ?
- Quelles contributions de l'ECO au développement des systèmes financiers et comment les banques peuvent-elles anticiper l'entrée en vigueur de l'ECO ?
- Quels sont les mécanismes de gestion de la fixité de la monnaie ?
- Quel est le fonctionnement d'une banque centrale fédérale ?
- Conséquences de la fermeture de la frontière Nigéria-Bénin à l'aune de l'avènement de la nouvelle monnaie unique ?
- Est-ce que la convergence nominale règle le problème de divergence des économies ?
- Le FCFA n'implique-t-il pas un taux d'intérêt élevé ?
- Quel est le fonctionnement du compte d'opération ?

- Implication d'une appréciation de l'ECO et comment pourrait se faire l'industrialisation des pays de la zone grâce à l'ECO ?
- Est-ce que c'est la monnaie qui fait l'économie ou l'inverse ?

Les conférenciers, intervenant, chacun à son tour, ont apportés des réponses à l'ensemble des questions à l'exception des questions n'ayant aucun rapport avec le sujet traité. Ils ont remercié les participants pour les questions. En outre, ils ont tenu à signifier aux participants que le développement du thème a été fait en tenant compte des termes de références.

Conclusion

La conclusion de la conférence a été l'occasion pour le Directeur Exécutif du CAPES, **Professeur Pato Daniel KABORE** de réitérer les remerciements du CAPES aux conférenciers et aux participants qui sont sortis nombreux. Revenant sur la qualité des interventions et la pertinence de la plupart des questions, il n'a pas manqué de saluer l'engouement que la thématique a suscité auprès des participants ce qui l'a amené à indiquer qu'il était nécessaire de poser le débat sur la question de la monnaie unique ECO. Il a donné rendez-vous pour d'autres réflexions stratégiques dans un futur proche.

ANNEXES

1. Termes de références
2. Liste de présence